

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Les-Algeriens-face-a-Maurice-Papon.html>

Les Algériens face à Maurice Papon : de Constantine (1956-1958) à Paris (1958 - octobre 1961)

- Lutte de Libération Nationale -

Publication date: dimanche 11 décembre 2016

Description:

Cet article veut rappeler l'ignominie des massacres d'état perpétrés contre le peuple algérien par un homme, Maurice Papon, couvert constamment de 1945 à 1967 par l'ensemble de la classe politique française.

Kateb Yacine n'oublie pas et invite par sa poésie militante le peuple de France à briser le silence et à se souvenir.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Ouahiba Hamouda

Cet article veut rappeler l'ignominie des massacres d'état perpétrés contre le peuple algérien par un homme, Maurice Papon, couvert constamment de 1945 à 1967 par l'ensemble de la classe politique française.

Kateb Yacine n'oublie pas et invite par sa poésie militante le peuple de France à briser le silence et à se souvenir.

Les Algériens connaîtront à Constantine comme à Paris les sévices de ce collaborateur du régime nazi qui se sera condamné pour crime contre l'humanité à 10 ans de réclusion criminelle qu'à l'âge de 88 ans, après 16 ans de procédure....

C'est sa participation à l'organisation de la déportation des juifs de Bordeaux [1] dont il est secrétaire général de 1942 à 1944, qui fera tomber le 12 avril 1998, ce haut fonctionnaire, si protégé, si utilisé, si décoré [2], ce « franc-salaud » comme le nomme Gilles Perrault. Son histoire se mêle intimement à celle de la France coloniale, à celle de ces massacres en Algérie que l'on a cherché à occulter....

[>](IMG/jpg/kateb_yacine_poeme_mur_marseille.jpg "JPEG - 347.1 ko")

Affiche collée par le mouvement associatif dans les rues de la ville de Marseille en France

La guerre d'Algérie restera une guerre lointaine pour les Français de Paris et de province. Elle ne deviendra une triste réalité que lorsque des centaines de milliers d'appelés (au total un million et demi) seront envoyés à la rescousse en Algérie pour un service militaire passé à 28 mois et que, lorsque, des dizaines de milliers d'Algériens affamés, traqués, ratissés, fuient dès 1955 les exécutions sommaires, la répression aveugle, la torture généralisée comme arme de renseignement, le déplacement forcé - un million et demi de paysans durent quitter leurs mechtas brûlées pour les empêcher de servir de base arrière aux soldats de l'ALN ; ils formeront le gros de l'émigration et viendront ceinturer Paris et les grandes villes de bidonvilles miséreux.

Déjà, dès les premiers coups de feu pour la libération nationale, en novembre 1954, François Mitterrand, âgé de 38 ans, alors Ministre de l'Intérieur vient rassurer les Français d'Algérie et déclarera devant les caméras que « L'Algérie c'est la France » paroles que Mendès-France a déjà prononcées à l'Assemblée à Paris ;

François Mitterrand prône une répression « implacable », envoie déjà des effectifs supplémentaires (5000 hommes) pour encercler les Aurès, empêcher la propagation du mouvement et nettoyer tout le Constantinois, traquant les rebelles, faisant fuir des milliers d'Algériens vers la Tunisie et la France.

Les Algériens face à Maurice Papon : de Constantine (1956-1958) à Paris (1958 - octobre 1961)

Le mouvement s'étoffant au contraire, c'est quelque temps après, en 1956, que Guy Mollet, premier ministre socialiste, confie à Maurice Papon le poste d'Inspecteur Général de l'Administration à Constantine. Il est en fait en mission « extraordinaire » ! Il reçoit un appui incroyable des politiciens parisiens. Ce fonctionnaire zélé crée la Section Administrative Urbaine ; l'ASU est un véritable service de renseignement qui n'hésite devant rien ; formé d'arabophones et de berbérophones, il recueille des informations dont le seul objectif est de viser les réseaux du FLN et de les détruire. Il a toute latitude pour créer des commandos spéciaux avec Harkis encadrés par des CRS ; c'est Robert Lacoste, ancien résistant, qui l'a placé comme Préfet de Constantine, il le décore même de la Croix de la Valeur Militaire. Il prend du galon, et Robert Lacoste peut compter sur lui pour un nouveau nettoyage ethnique, il le couvre. Il le laisse mettre en place les DOP, doux sigle qui cache la violence généralisée des tortionnaires, une barbarie sans nom des détachements opérationnels de protection qui s'abat sur les Algériens. Sous la houlette de Papon, ils vont semer une terreur d'Etat dans tout le Constantinois dès 1956.

Ainsi, l'Etat français n'hésite pas à utiliser un ancien auxiliaire du régime collaborationniste de Vichy qui a su, sentant le vent tourner, donner des informations à la Résistance en 1944 et se créer ainsi ce que certains historiens ont appelé un alibi de « résistant » de la dernière heure.

Il ne faut pas oublier également que le nouveau Ministre pour l'Algérie, Robert Lacoste, a demandé des « pouvoirs spéciaux » aux députés de l'Assemblée Nationale qui les lui accordent par un oui massif. Cela signifie carte blanche pour les militaires. Ainsi, les anciens d'Indochine, à l'esprit revancharde, peuvent sévir en toute impunité ; ils cherchent à gagner une guerre qu'ils ont perdue ailleurs à Dien Bien Phu ; la « loi du suspect » qui consiste à abattre sans sommation, à arrêter tout Algérien susceptible d'aider le FLN, d'aider son armée l'ALN, sera autorisée par les gouvernants. En « Zone Interdite » on peut tout faire...

François Mitterrand, comme Ministre cette fois-ci de La Justice, ose remettre au goût du jour la guillotine et fera marcher son terrible couperet ; il laisse monter sur l'échafaud un combattant Algérien, prisonnier politique condamné à mort dont il refuse la demande de grâce. Dans le non-respect de la Loi Internationale, Ahmed Zabana sera le premier à être guillotiné le 19 janvier 1956 ; 112 prisonniers politiques connaîtront le supplice de la guillotine et ils sont des centaines, des milliers à croupir dans les geôles coloniales, dans des camps, la France des Droits de l'Homme se parjure...

Les campagnes réprimées sont exsangues, aussi la guerre va se déplacer dans les grandes villes ; les généraux Salan, Massu, anciens « Résistants » décorés, quadrillent Alger, 8000 parachutistes occupent la capitale, font la loi, ratissent, torturent, ensanglantent la Casbah : supplices à l'électricité, à la baignoire, viols des femmes avec même des tessons de bouteille.... Leïla Djabali brise le silence, elle parle :

Vous m'avez giflée
On ne m'avait jamais giflée
Le courant électrique
Et votre coup de poing
Et ce vocabulaire de voyou
Je saignais trop pour pouvoir rougir
Toute une nuit
Une locomotive au ventre
Des arcs-en-ciel devant les yeux
C'était comme si je mangeais ma bouche
Si je noyais mes yeux
J'avais des mains partout
Et envie de sourire
Puis, un matin, un autre soldat est venu
Il vous ressemblait comme une goutte de sang
Votre femme, lieutenant,
Vous a-t-elle remué le sucre de votre café ?

Votre mère a-t-elle osé vous trouver bonne mine ?
Avez-vous caressé les cheveux de vos gosses ?

Les Algériens face à Maurice Papon : de Constantine (1956-1958) à Paris (1958 - octobre 1961)

Le FLN riposte par des attentats, lance sa guérilla urbaine et appelle à la grève générale très suivie ; on voit les parachutistes ouvrir de force les commerces arabes, ramener par camions des élèves à leur école. Dans ce qu'on appelle la Bataille d'Alger, on compte 3000 disparus ; les basses méthodes de Constantine à Alger qui font disparaître les Algériens dans les centres de transit et de triage sont couvertes par l'autorité politique.

Ce qu'on appelle pudiquement la Question Algérienne sera inscrite à l'ordre du jour de l'ONU. Antoine Pinay, Ministre des Affaires Etrangères, s'offusque, quitte la salle et ose encore parler de mission civilisatrice. L'Algérie, enfin, est soutenue par de nombreux pays non alignés qui forment cette grande famille des pays du Tiers-Monde. L'Algérie peut compter sur eux : armes - formations - refuges.

C'est la Tunisie qui va aussi déposer plainte : un petit village frontalier avec de nombreux camps de réfugiés va être bombardé, Sakiet Sidi Youssef, au nom d'un droit de poursuite qui scandalise l'opinion internationale. La France se divise, les Français envahissent la rue, ils sont au bord de la guerre civile ; on fait appel au Général de Gaulle, l'homme du 18 juin, le Libérateur, et à Maurice Papon, qui, à Paris en 1958, prend le contrôle du Service de Coordination des Affaires Algériennes. C'est le Ministre de l'Intérieur, radical socialiste, Bourges Maunaury, qui le nomme Préfet de Paris ! Dès le 5 octobre 1958, il décrète un couvre-feu pour les Algériens, il est interdit de sortir entre 20 heures 30 et 5 heures 30 du matin, c'est anticonstitutionnel mais ça passe : la chasse au faciès est déclarée dans Paris, les étudiants arabes sont arrêtés, torturés, interdits de réunion et de spectacle....

Au bois de Vincennes, un camp d'internement s'ouvre comme au temps de Vichy : rafles, tabassages, les policiers ont carte blanche....

En Algérie, la situation reste terrible, l'armée française contrôle les villes d'Algérie, l'avènement de la Ve République avec de Gaulle au pouvoir qui, avec son « Je vous ai compris », laisse la porte ouverte aux illusions, se fait dans des conditions difficiles ; l'exécutif perd le contrôle en Algérie et la guerre d'Algérie sépare de plus en plus les Français (10.000 hommes sont encore mobilisés).

Le 13 mai 1958, les Français d'Algérie, prennent d'assaut le gouvernement général, ils créent un Comité de Salut Public, et acclament de Gaulle qu'ils mettent ainsi au pouvoir.

Pour la première fois, des milliers de Français sortent dans les rues, refusant l'idée de l'installation d'un putsch militaire ; la crise de l'exécutif est ouverte ; Pierre Filmin démissionne. Le 19 juin 1958, de Gaulle a les pleins pouvoirs et nomme Maurice Papon Préfet de Police de Paris, il le restera jusqu'en 1967 ! De Gaulle lui intime de maintenir l'ordre à tout prix « de tenir Paris » lui signant ainsi un blanc-seing, bafouant toutes les valeurs de la Résistance !

Le référendum du 28 septembre 1958 auquel pour la première fois les Algériens vont voter, désillusionne les Français d'Algérie ; de Gaulle met en place le Plan de Constantine : construction de logements, il parle naïvement d'une redistribution des terres ; il croit à la « paix des braves », à une égalité citoyenne de toutes les populations ; dans toute l'Algérie, leur déclare-t-il : « Il n'y a qu'une seule catégorie d'habitant » et il faut, dit-il : « Assurer une patrie à ceux qui ont douté d'en avoir une » !

De discours en discours, toujours avec grandiloquence, comme un acteur toujours dans l'emphase : « Je sais ce qui s'est passé ici.... La route que vous avez ouverte est celle de la rénovation ! » Et il ose parler de fraternité, dévoilant une méconnaissance totale du problème algérien ; on finit par déboucher sur une situation insurrectionnelle des Français d'Algérie. De Gaulle a pensé qu'avec quelques droits donnés aux Algériens, qu'avec juste une « évolution » il allait régler le problème algérien !

Les Algériens face à Maurice Papon : de Constantine (1956-1958) à Paris (1958 - octobre 1961)

Le FLN va répondre politiquement à ces discours trompeurs par la création du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne avec à sa tête Ferhat Abbas, que des années de guerre ont radicalement changé. Il s'oppose vivement à la tartufferie du référendum de septembre 1958 qui assurerait une soi-disant pleine citoyenneté aux Algériens. De Gaulle, stratégiquement, veut affaiblir le FLN ; dans un langage fleuri « L'espérance reflleurira partout » il dévoile une politique où, en fait, le grand enjeu ce n'est pas l'avenir des populations d'Algérie mais le gaz et le pétrole (Arzew Port Dorami est déjà directement relié à Fos-sur-Mer). Il invite au dialogue : « Que vienne la paix des braves » rejeté par le FLN. Pour rassurer, il ordonne la libération de 7.000 prisonniers algériens, pendant que son Préfet crée à Paris une force de police auxiliaire avec des harkis encadrés par des policiers français qui réquisitionnent des hôtels parisiens du XVe et du XVIIIe arrondissement pour interroger, pour torturer !

Simone Weil, la rescapée de Buchenwald, proteste ; Edmond Michelet, Ministre de la Justice, qui a connu Dachau, exprime sa réprobation ; il est remercié, il doit démissionner sous la pression de Michel Debré l'été 1960.

Si de Gaulle se lance dans des négociations politiques, il n'a pas pour autant renoncé à une victoire armée contre l'ALN, il veut arriver avec une position forte aux futurs pourparlers. Il ose lancer le plan CHALLE, guerre totale, avec une armada terrifiante, avec des centaines de tanks, 400.000 soldats, une escadrille d'hélicoptères qui sèment la mort ; il ose utiliser le napalm, arme chimique en violation des conventions internationales qui interdisent son usage ; des douars brûlent encore et encore, et la terre d'Algérie est meurtrie par cette nouvelle escalade.

De Gaulle finit par annoncer aux Français d'Algérie la consultation sur l'autodétermination pour le 8 janvier 1961 ; les villes algériennes s'embrasent à nouveau, les Français d'Algérie descendent dans la rue.

Il n'y a pas qu'eux que mécontente le concept d'autodétermination, le FLN, face aux exactions de l'OAS, qui plastique, brûle et assassine, décide de porter la guerre en France ; il veut arracher l'indépendance à de Gaulle, il fera sauter les réserves pétrolières à Marseille. La répression est terrible dans les bidonvilles de France. Il y a, à ce moment là déjà, près de 250.000 Algériens qui vivent en France dont des dizaines de milliers adhèrent et cotisent à la Fédération de France du FLN. Le peuple de Paris bouge, réclame le droit à l'insoumission pour ceux qui refusent de faire la guerre ; des intellectuels comme Jean-Paul Sartre [3] dénoncent la guerre d'Algérie, soutiennent les indépendantistes. L'automne 1961 va cristalliser de nombreuses tensions autour du procès à Paris du Réseau Jeanson, des Français, « porteurs de valise » sont condamnés à 15 ans de prison ! Des milliers de parisiens protestent et envahissent la rue, la population algérienne des bidonvilles de Nanterre, de Genevilliers et d'ailleurs, se voit imposer un couvre-feu à 20 heures, qui lui interdit de sortir de ces taudis. 30.000 Algériens vont braver le couvre-feu le 17 octobre 1961 pour soutenir le FLN et c'est Maurice Papon, qui a déjà sévi dans le Constantinois, que de Gaulle a décoré lui-même, lui remettant la Croix de Commandeur de la Légion d'Honneur, qui mène la répression ! Horribles scènes de carnage dans Paris, hommes, femmes, enfants, sont tabassés, matraqués, violentés et jetés à la Seine. Dans la cour même de la Préfecture de Police, sur l'île de la Cité, en présence de Maurice Papon, des Algériens sont atrocement tabassés et étranglés sous ses yeux et jetés dans le fleuve ensanglanté. Vers minuit, une cinquantaine de policiers alertent le journaliste Claude Bourdel de France-Observateur, il jouera son rôle de « lanceur d'alerte » [4], mais trop tard, la Seine charrie des cadavres d'Algériens qui sont repêchés. Des milliers d'Algériens se verront parqués au Palais des Sports et au Val d'Hiv, et feront l'objet d'une expulsion vers l'Algérie. De Gaulle, l'homme de la France libre, oublie ses valeurs et fait taire tous ceux qui réclament la tête de Papon.

Le 8 février 1962, c'est sur ordre de Maurice Papon, l'homme de main, que la police charge les Français qui manifestent en masse pour la paix, contre la folie meurtrière de l'OAS, et qui sont violentés à mort au métro Charonne.

L'image impressionnante de 500.000 personnes qui suivent dans un grand silence le cercueil de ceux qui sont tombés, restera dans les mémoires, comme le souvenir glacé des Algériens jetés en Seine.

Kateb Yacine perpétue le souvenir, chante cette tourmente d'octobre, et se fait éveilleur de conscience :

« Peuple français, tu as tout vu
Oui, tu as tout vu de tes propres yeux,
Tu as vu notre sang couler
Tu as vu la police
Assommer les manifestants
Et les jeter dans la Seine.
La Seine, rougissante
N'a pas cessé les jours suivants
De vomir à la face
Du peuple de la Commune
Des corps martyrisés
Qui rappelaient aux Parisiens
Leurs propres révolutions
Leurs propres résistances
Peuple français,
Tu as tout vu,
Oui, vu de tes propres yeux,
Et maintenant, vas-tu parler ?
Et maintenant, vas-tu te taire ? »

Ce texte de Kateb a été placardé il y a peu de temps sur un mur lézardé du vieux centre de Marseille, celui qui accueille jusqu'à aujourd'hui les émigrants maghrébins déshérités, en grande pauvreté, en grande souffrance économique, en grande souffrance morale. Le tract juxtaposé au poème, signé par de nombreuses associations, dénonçaient les nouveaux ratissages, les rafles de nuit, le harcèlement policier, le délit de faciès, les humiliations en tout genre que vit le petit peuple de Marseille. J'ai aimé le voir en infraction, étalé sur un mur lépreux du centre-ville, j'ai aimé retrouver l'efficacité du verbe de Kateb.

Sacré Kateb, il continue à nous surprendre, au détour d'une vieille rue marseillaise, il veille encore sur son peuple.

Ouahiba Hamouda

[1] Les horreurs commises par Papon envers les Algériens ne seront pas totalement ignorées par les magistrats de Bordeaux. L'historien Einaudi est appelé à la barre par la partie civile. Il a publié en 1991 un livre qui retrace les crimes de Papon envers les Algériens. Le comble, Papon lui intente un procès en diffamation et demande un million de francs, il est débouté. Les conservateurs d'archives qui sont témoins et qui ont permis à l'historien Einaudi d'accéder à des documents, feront l'objet de sanctions disciplinaires, ils sont maintenus à l'écart par Jean Tibéri, maire de Paris ; jusqu'à 1998, les archives sont fermées. Il faut le savoir, les crimes commis pendant la guerre d'Algérie tombent sous amnistie en vertu des Accords d'Evian.

[2] Papon fut même Ministre du Budget sous la présidence de Giscard d'Estaing, avec comme premier Ministre, Raymond Barre. Il fera encore carrière avec d'autres hommes politiques, entre autres, Michel Debré, Pompidou ; il sera Président de la délégation financière de l'Assemblée Nationale. Les petits barons du Gaullisme comme les grands qualifient les révélations du Canard Enchaîné en octobre 1981 sur l'implication de Papon dans la déportation des juifs, de mensonge historique.

Les Algériens face à Maurice Papon : de Constantine (1956-1958) à Paris (1958 - octobre 1961)

[3] Jean-Paul Sartre avait déjà signé la préface au livre-brûlot de Frantz Fanon, « Les damnés de la terre » ; Simone de Beauvoir et maître Gisèle Halimi témoigneront dans un livre sur le martyr des femmes violées ; Djamilia Boupacha sera leur héroïne et Youssef Chahine, le grand cinéaste égyptien primé à Cannes, fera de son histoire un film bouleversant à ses débuts.

[4] Alain Peyrefitte censure sans retenue la presse et fait saisir des journaux qui osent parler du 17 octobre 1961 comme l'Express. Des non-lieux sont prononcés pour les policiers meurtriers, mais les journalistes qui ont osé dénoncer le massacre du 17 octobre 1961 seront poursuivis.
Le secrétaire général du syndicat de police qui prend position contre Papon sera révoqué.